

Sur la question du programme du syndicat.

Intervention au comité confédéral national de la C.G.T. des 18-19 mars 1935

Ce texte n'a jamais paru sous la signature de son véritable auteur. Il s'agit en effet de l'intervention faite au par le délégué de l'union départementale des syndicats confédérés de l'Isère, Alexis Bardin. Ce dernier - membre du Groupe Bolchévik-Léniniste, plus tard du Parti Ouvrier internationaliste -, avait mandat de son U.D. pour intervenir au C. C. N. C'est Trotsky, à cette époque en résidence à Domène, près de Grenoble, qui rédigea intégralement l'intervention de son jeune camarade.

« Du plan de la C.G.T. à la conquête du pouvoir

Le but du Plan.

Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. Quel est l'idéal social de la C.G.T. ? Est-ce le socialisme ? Oui ou non ? Il faut qu'on nous le dise, sinon, comme propagandistes, nous restons tout à fait désarmés devant la masse.

L'anarchie du socialisme.

Nationalisation signifie pratiquement étatisation. Or, si nous avons recours à l'État pour centraliser et diriger l'économie, comment pouvons-nous invoquer Proudhon qui réclamait de l'État une seule chose : qu'il lui fiche la paix ! Et vraiment l'industrie moderne, les trusts, les cartels, les consortiums, les banques, tout cela dépasse totalement la vision proudhonienne des échanges équitables entre des producteurs indépendants. Pourquoi donc invoquer Proudhon ? Cela ne peut qu'aggraver le désarroi.

Au capitalisme actuel, qui se survit depuis longtemps, nous ne pouvons opposer que le socialisme. Comme propagandiste de notre organisation syndicale, je crois exprimer l'idée de beaucoup de militants en demandant que le Plan de rénovation économique soit dénommé le *Plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme* [3].

Alors, avant de prendre place dans le wagon, chaque ouvrier, chaque paysan saura où va le train de la C.G.T.

Les propositions du Plan.

Est-ce qu'on peut diriger le crédit sans avoir nationalisé les banques ? On ne peut diriger que ce qu'on tient fermement dans ses mains. Voulons-nous nationaliser les banques, ou non ? Voulons-nous exproprier les banquiers, oui ou non ? Je suppose que oui. Alors, il faut le dire ouvertement et clairement.

La banque capitaliste est au service de l'économie capitaliste. Il faudrait donc dire : nous voulons maintenant arracher la banque des mains des exploiters capitalistes pour en faire un levier de la transformation sociale, c'est-à-dire de l'édification socialiste. Je voudrais bien voir cette formule claire dans le texte du Plan.

La nationalisation des banques ne pourrait naturellement s'effectuer qu'au détriment de la haute finance. Quant aux petits épargnants, leurs intérêts doivent être non seulement ménagés, mais protégés. Il faut choisir entre les intérêts des requins de la finance et les intérêts des classes moyennes. Notre choix est fait, par l'expropriation des premiers. Nous créerons pour les seconds des conditions beaucoup plus favorables qu'actuellement.

Mais la nationalisation des banques ne suffit pas. Après la nationalisation des banques, il faudra venir à leur unification complète. Toutes les banques particulières doivent être transformées en filiales de la banque nationale. Il n'y a que cette unification qui puisse transformer le système des banques nationalisées en un système de comptabilité et de direction de l'économie nationale.

Contre la dictature du capital financier.

Le sort de cent millions de personnes dépend d'un signe des doigts de quatre-vingt-dix magnats tout-puissants. Ce sont eux qui introduisent le gâchis dans l'économie nationale pour conserver leurs privilèges et leur puissance basés sur la misère et sur le sang. Malheureusement, ni l'exposé du Plan, ni les commentaires n'indiquent ce qu'il faut faire de ces quatre-vingt-dix monarques qui nous dirigent. La réponse devrait être nette : il faut les exproprier, il faut les détrôner, il faut rendre au peuple spolié ce qui lui appartient.

La nationalisation de l'industrie.

En tant qu'industries-clés, il faut les nationaliser toutes, et pas « certaines » seulement. Il nous semble même, dans l'Isère, qu'il faudrait joindre au Plan la liste de ces industries-clés avec des données précises sur leur capital, leurs dividendes, le nombre des ouvriers qu'elles exploitent et le nombre de chômeurs qu'elles vouent à la misère.

Conditions d'acquisition.

Vous connaissez la formule « La propriété, c'est le vol. » On pourrait dire dans ce sens « La propriété des quatre-vingt-dix magnats qui dirigeaient la France, c'est du vol accumulé. » Non, nous ne voulons pas racheter ce qu'on a volé au peuple travailleur, nous ne voulons pas endetter le nouveau régime dès le premier jour, alors qu'il aura bien des tâches à résoudre et bien des difficultés à surmonter. Le capitalisme a fait faillite. Il a ruiné la nation. Les dettes des capitalistes envers le peuple dépassent de beaucoup la valeur réelle de leurs entreprises. Non ! Pas de rachat ! Pas de nouvel esclavage ! L'expropriation pure et simple ou, si vous voulez, la confiscation.

L'abolition du secret commercial.,

Le soi-disant secret du commerce n'est pas autre chose que la conspiration des gros capitalistes contre les producteurs et les consommateurs. L'abolition du secret commercial doit être la première revendication du prolétariat qui se prépare à diriger l'économie nationale.

La première condition pour une première esquisse du Plan consiste à mettre en évidence tout ce que la nation possède en forces productives, matérielles et humaines, en matières premières, etc. Il faut connaître le vrai prix de revient, comme les « faux frais » de la fraude capitaliste et, pour cela, il faut abolir une fois pour toutes le complot des fraudeurs qui se nomme le secret commercial.

Le contrôle ouvrier.

Le Plan parle, quoique très brièvement, du contrôle ouvrier (voir les conseils de gestion). Nous sommes, dans l'Isère, résolument partisans du contrôle ouvrier. On rencontre souvent cette objection : « Le contrôle ne nous suffit pas. Nous voulons la nationalisation et la direction ouvrière ». Cependant nous n'opposons nullement ces deux mots d'ordre l'un à l'autre. Pour que les ouvriers prennent la gestion de l'industrie - ce qui est absolument nécessaire aussitôt que possible pour le salut de la civilisation -, il faut revendiquer immédiatement le contrôle ouvrier, comme aussi le contrôle paysan sur certaines banques, sur les trusts d'engrais, de la meunerie, etc.

Pour que la nationalisation s'opère, non pas bureaucratiquement, mais révolutionnairement, il faut que les ouvriers y participent à chaque étape. Il faut qu'ils s'y préparent dès maintenant. Il faut qu'ils interviennent dès maintenant dans la gestion de l'industrie et de l'économie tout entière sous la forme du contrôle ouvrier en commençant par leur usine. Le Plan, qui envisage ce contrôle sous la forme de collaboration de classes, en mettant la représentation ouvrière en minorité devant la bourgeoisie (voir conseils d'industrie), prescrit par surcroît que le délégué de chaque catégorie de producteurs doit être nommé par l' « organisation professionnelle ». Nous ne pouvons pas nous faire à cette proposition. Nos syndicats n'englobent malheureusement qu'un douzième ou un quinzième du salariat ; le syndicat n'est pas un but en soi, sa mission est au contraire d'entraîner dans la gestion des affaires publiques toute la masse travailleuse.

La grève sera profitable aux ouvriers, syndiqués ou non, seulement à la condition que l'avant-garde syndicale entraîne la masse entière dans l'action. Pour l'efficacité du contrôle ouvrier, la même condition est primordiale. C'est pourquoi le comité de contrôle dans chaque usine ne doit pas être composé seulement des délégués du syndicat, c'est-à-dire du quinzième des ouvriers. Non, il doit être élu par tous les ouvriers de l'usine, sous la direction du syndicat. Ce serait là le vrai commencement de la démocratie ouvrière libre et honnête, par opposition à la démocratie bourgeoise corrompue jusqu'à la moelle.

La question paysanne.

Il faut exproprier et nationaliser les trusts des engrais et la grande meunerie, et les mettre vraiment au service des agriculteurs et des consommateurs. On ne peut pas aider les paysans sans porter atteinte aux intérêts du grand capital.

C'est la paysannerie elle-même qui doit choisir la voie de son salut. Le prolétariat assurera à ce qu'auront choisi les paysans son appui sincère et efficace. Les coopératives paysannes sont les moyens les plus importants pour permettre la libération de l'économie agricole des cloisons trop étroites de la parcelle. Les commentaires du Plan disent : « Les coopératives paysannes de production de stockage et de vente doivent être encouragées et aidées ». Malheureusement, on ne nous dit pas par qui et comment elles doivent être encouragées et aidées.

Qui détient le pouvoir ?

Celui qui détient le pouvoir décide des formes de la propriété et toute la réforme se réduit en dernière analyse à l'abolition de la propriété privée et à l'instauration de la propriété collective ou socialiste des moyens de production. Celui qui croit que la bourgeoisie est capable de s'exproprier elle-même est peut-être un excellent poète, mais je ne lui confierai pas, pour ma part, la caisse du moindre syndicat, parce qu'il vit dans le domaine des rêves et que nous voulons, nous, rester dans la réalité.

Il faut le dire carrément : seul un gouvernement révolutionnaire, celui des ouvriers et des paysans, prêt à la lutte implacable contre tous les exploités, peut appliquer le Plan, le compléter, le développer et le dépasser dans la voie du socialisme. Cela signifie pour le prolétariat : conquérir le pouvoir.

Le Front unique du prolétariat.

Les « Notes pour les propagandistes » nous recommandent de « cristalliser toutes les bonnes volontés ». C'est vague. Où faut-il les chercher ? Nous connaissons les classes et leurs organisations, mais nous connaissons surtout la mauvaise volonté de la bourgeoisie. Pour la briser, il faut lui opposer la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière. Quant aux classes moyennes, elles ne mettront leur confiance dans le prolétariat que si celui-ci démontre par son action sa confiance en lui-même.

Il est absurde et même criminel de chercher les bonnes volontés dans la bourgeoisie en brisant et en paralysant la bonne volonté révolutionnaire du prolétariat. Il nous faut, coûte que coûte, le Front unique de notre classe. L'unité syndicale en premier lieu, l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières, syndicales, politiques, coopératives, éducatives et sportives avec un but précis : l'application du plan de nationalisation ou de socialisation par la conquête du pouvoir.

Il faut mobiliser tous les vrais militants ouvriers pour une campagne vigoureuse dans le pays. Il faut que les paysans, dans les plus lointains hameaux, se convainquent que le prolétariat s'apprête cette fois sérieusement à renverser la bourgeoisie, à prendre le pouvoir dans ses mains pour transformer notre pays, pour le rendre enfin habitable pour le peuple travailleur [7].

Ou bien le plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le prolétariat pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant. L'U.D. de l'Isère est pour l'action révolutionnaire. Si vous faites appel à nous dans ce sens, nous vous répondrons : Présent ! »